

---

# La présidence française du Conseil de l'Union européenne

---



---

# Sommaire

Introduction.....	3
La préparation de la PFUE .....	4
Les sujets et les enjeux de la PFUE.....	5
Les acteurs de la PFUE.....	7

## Introduction



La présidence tournante du Conseil de l'Union Européenne offre un rôle décisionnel relativement restreint. En effet, le Conseil de l'UE partageant le pouvoir législatif et budgétaire avec le Parlement européen, le pays qui en exerce la présidence ne peut essentiellement que gérer l'organisation du travail et des réunions.

La prérogative majeure de la présidence consiste en la mise en avant de certains sujets. Ainsi, la présidence actuelle du Portugal a souhaité appuyer l'idée d'une « Europe sociale », comme le montre le Sommet social de Porto. Pour autant, ces sujets sont limités, puisqu'ils doivent faire partie du [programme stratégique 2019-2024](#), adopté en juin 2019 par le Conseil européen. Enfin, dernière limite, afin d'éviter les changements stratégiques brusques tous les six mois, un accord doit être trouvé entre trois présidences consécutives (la France, la République tchèque et la Suède).

Pour autant, la France pourra tout de même faire avancer l'Union Européenne sur certaines priorités, notamment avec : un sommet thématique, ou en étant à l'initiative des négociations et des compromis sur les projets de lois et sur les amendements.

## La préparation de la PFUE

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a été chargé de définir le programme de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, en lien avec les autres ministères et la représentation permanente auprès de l'Union européenne.

Un secrétariat de la présidence française du Conseil de l'Union européenne a déjà été [mis en place](#). Ce secrétariat a pour objectif de coordonner, communiquer et soutenir les événements qui seront organisés. Le programme de la présidence sera réalisé en relation avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Un comité culturel sera également [mis en place](#) afin de « *faire vivre l'Europe partout en France à partir de l'année 2021* ». Ce comité culturel, en lien avec le ministère de la Culture et le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé des affaires européennes [est chargé](#) d'organiser divers événements culturels (spectacles, débats etc.) partout en France.

Une Conférence sur l'avenir de l'Europe [a également été lancée](#) le 9 mai 2021, et la [plateforme numérique](#) de cette conférence a déjà été mise en ligne aussi. Cette consultation est la première étape de la conférence et a comme objectif de donner la parole aux citoyens européens. Pour ce faire, la plateforme est disponible en 24 langues et est organisée selon différents thèmes (le changement climatique et l'environnement ; la santé ; une économie plus forte et plus juste ; la justice sociale et l'emploi ; l'UE sur la scène internationale ; les valeurs et les droits, l'état de droit, la sécurité ; la transformation numérique ; la démocratie européenne ; la migration ; l'éducation, la culture, la jeunesse et le sport ; autres idées)

Le secrétariat d'Etat chargé des Affaires européennes a également lancé deux comités dans le cadre des préparations de la présidence française du Conseil de l'Union européenne. Le premier est le **comité de suivi transpartisan de la future présidence française du Conseil de l'Union européenne**, ce comité est présidé par le secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes et réunit des parlementaires nationaux, européens et des représentants des collectivités territoriales. Le deuxième est le **comité de réflexion sur les enjeux de la présidence française du Conseil de l'Union européenne** qui est présidé par le politologue Thierry Chopin, et qui a pour mission de réunir plusieurs personnalités du monde académique afin de formuler des propositions relatives aux grandes orientations de la présidence française.

## Les sujets et les enjeux de la PFUE

Selon le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, la présidence française du Conseil de l'Union européenne [s'articulera](#) autour de deux axes :

- Compléter des travaux législatifs (régulation du numérique, d'ambition climatique et sociale)
- Finir de bâtir l'Europe de demain (Conférence sur l'avenir de l'Europe). L'enjeu principal ici est de définir quel modèle les citoyens souhaitent développer à travers notamment les questions d'identité et de culture et ce que cela veut dire d'être européen.

Le slogan [utilisé](#) par la France pour sa présidence est « **Relance, puissance, appartenance** ». L'objectif est que la présidence tourne autour de ces notions afin de faire avancer l'Europe.

Depuis le début de son quinquennat, Emmanuel Macron [s'est montré](#) largement pro-européen et a défendu plus d'intégration au niveau européen. Le Gouvernement français défendra donc une Europe **plus solidaire** et **plus souveraine** avec comme objectif de « *convaincre de l'importance de l'UE et redonner confiance en la solution européenne* » face aux défis qui frappent l'Europe et le monde entier tels que le dérèglement climatique, le multilatéralisme et bien-sûr la crise sanitaire. La crise sanitaire a entraîné avec elle une récession économique importante pour toute l'Europe, le bloc européen et les pays membres doivent désormais relancer l'économie.

Lors d'une séance de [questions au Gouvernement](#) le 16 février 2021, Clément Beaune, le secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes, a précisé que le « **réarmement économique de l'Europe, qu'il s'agisse du numérique, de la réforme de la politique de concurrence ou de la politique commerciale (...), ou encore de nos règles budgétaires** » sera une priorité pour la France lors de sa présidence du Conseil de l'UE. Les autres priorités retenues selon lui sont les suivantes : la **transition écologique** et la **politique culturelle européenne**. Lors d'un [débat au Sénat le 23 mars 2021](#), Clément Beaune a également noté que la nécessité de recourir davantage au français sera également un sujet que la France évoquera lors de sa présidence, notamment en assurant que tous les documents et interventions seront traduits en français (et dans d'autres langues aussi) ainsi qu'en renforçant l'utilisation du français dans les institutions européennes.

Le sénat aura également un rôle important à jouer lors de la présidence française du Conseil de l'Union européenne. En effet, le sénat [organisera](#), en lien avec l'Assemblée nationale, des conférences interparlementaires. A ce titre, quatre thèmes prioritaires ont été identifiés :

1. L'autonomie stratégique de l'UE
2. Les questions relatives à l'asile et à l'immigration
3. Le climat
4. L'Etat de droit.

De plus, le président du Sénat, Gérard Larcher, a également pour objectif d'organiser une réunion des Sénats de l'Union européenne et une exposition sur les grilles du jardin du Luxembourg qui démontrera l'engagement du Sénat.

Par ailleurs, au cours d'une interview [donnée](#) au « Parisien aujourd'hui en France », le Président de la République a affirmé sa volonté de revoir les procédures européennes, selon lui « *trop lentes et trop bureaucratiques.* » Il a complété : « *Il y aura au cœur de la présidence française la volonté de réformer nos institutions pour les rendre plus efficaces et plus rapides.* »

Un sujet à surveiller lors de la présidence française du Conseil de l'Union européenne sera [la création d'une Super Ligue](#) et l'opposition de la France à cela. Le sujet a déjà évoqué de fortes réactions des Gouvernements français, britannique, italien et espagnol et le désengagement rapide de plusieurs clubs de football de ce projet. Cependant, il est fort possible que la France se sert de sa présidence pour aider l'UEFA. En effet, le cabinet de Clément Beaune a expliqué au Parisien lorsque ce dernier l'a contacté à ce sujet : « *Il s'agirait de trouver une législation européenne qui renforcerait la législation sur le modèle de financement des petits clubs et appuierait les structures existantes.* » Il est donc envisageable que la France propose un texte pour ce faire.

Un autre sujet à surveiller (mais pas encore confirmé par le Gouvernement) sera une [révision des règles encadrant le lobbying](#), avec notamment la création d'un organisme européen indépendant inspiré de la HATVP.

Les enjeux de cette présidence du Conseil de l'Union européenne sont importants pour la France. Ce sera l'occasion pour le Gouvernement français de soutenir et de pousser davantage son agenda en termes de lutte contre le dérèglement climatique, de régulation du numérique (stockage des données, taxation du numérique) et de cohésion européenne, tout en assurant le rayonnement international de la France. Il faut également noter que la présidence française du Conseil de l'Union européenne arrive à un moment crucial pour la France : l'élection présidentielle. En effet, l'élection devrait avoir lieu en avril ou mai 2022. Même si la neutralité politique est une condition essentielle pour la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne, il est fort possible que cette présidence française joue un rôle important dans la présidentielle de 2022.

## Les acteurs de la PFUE

- Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- Le secrétariat général des Affaires étrangères
- Le secrétariat général des Affaires européennes
- Le secrétariat de la présidence de l'Union européenne, qui est placé sous l'autorité du Premier ministre
- Le ministère des relations avec le Parlement et la participation citoyenne qui a un rôle principal dans le volet national de la Conférence sur l'avenir de l'Europe
- La ville de Strasbourg : les événements organisés auront lieu ici, notamment les événements emblématiques de la Conférence sur l'avenir de l'Europe
- La représentation permanente auprès de l'Union européenne qui est chargée de présider toutes les enceintes de préparation des conseils des ministres et de négocier avec d'autres instances notamment le Parlement européen
- Le ministère de la Culture
- Le Sénat
- L'Assemblée nationale
- Le Comité de suivi transpartisan de la future présidence française du Conseil de l'Union européenne
- Le Comité de réflexion sur les enjeux de la présidence française du Conseil de l'Union européenne
- La députée Laetitia Saint-Paul, vice-présidente chargée des activités internationales, [a été confiée](#) une mission de coordination des travaux préparatoires de l'organisation du volet parlementaire de la présidence française du Conseil de l'Union européenne



---

## MONITORING

Essential information and connections

London 11th Floor | The Shard | 32 London Bridge Street | London SE1 9SG

Brussels 7th Floor | Rue du Trône 60 | Brussels 1050 | Belgium

Edinburgh 32 Calton Road | Edinburgh | EH8 8DP

Tour Voltaire | 1 place des Degrés | CS 80235 Puteaux | 92059 Paris La Défense cedex

+44 20 7593 5500 +44 20 7593 5501 [customer.service@dodsgroup.com](mailto:customer.service@dodsgroup.com) [www.dodsgroup.com](http://www.dodsgroup.com)